

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNE DE VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le six février, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
6 février 2023**

Date de convocation : 31 janvier 2023

Mise en ligne le : 31 janvier 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 53 (délibérations n°1-23 à 2-23) ; 54 (délibérations n°3-23 à 43-23)

Nombre de votants : 56 (délibérations n°1-23 à 2-23); 57 (délibérations n°3-23 à 43-23) ;

Nombre d'absents : 4 (délibérations n°1-23 à 2-23), 3 (délibérations n°3-23 à 43-23) ;

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Alain BREMOND Bédoin : Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ Caromb : Valérie MICHELIER - Olivier METZGER Carpentras : Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER - Claude MELQUIOR (à partir de la délibération n°3-23) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Philippe SOARD La Roque Alric : José LINHARES La Roque sur Pernes : Philippe DELEBECQUE Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU Malaucène : Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO Mazan : Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Georges MICHEL - Bruno GANDON Modène : Norbert LEPATRE Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Sandrine RAYMOND Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS Vacqueyras : Thérèse BAUDOUIN suppléante de Philippe BOUTEILLER Venasque : Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Michel MEFFRE à Philippe SOARD - Patricia OLIVERO à Norbert LEPATRE.

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Victorine SURTEL - Pauline DREANO - Claude MELQUIOR (jusqu'à la délibération n°2-23).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Françoise ILLE.

Conseil communautaire du 6 février 2023

Délibération n°4-23

Objet : Taux 2023 de la part intercommunale de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti

Conseil communautaire du 6 février 2023

Délibération n°4-23

Objet : Taux 2023 de la part intercommunale de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 1636 B sexies à 1640 C du code général des impôts,

Vu l'avis de la commission des finances du 26 janvier 2023,

Entendu le rapport de la Présidente, proposant de ne pas augmenter les taux des taxes des ménages,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE FIXER le taux de la taxe sur le foncier bâti à 0,00% pour l'année 2023.

Article 2 : DE FIXER le taux de la taxe sur le foncier non bâti sans augmentation par rapport à 2022 à 2,73% pour l'année 2023.

Article 3 : DE FIXER le taux de la taxe d'habitation sans augmentation par rapport à 2019, à 8,31 % pour l'année 2023.

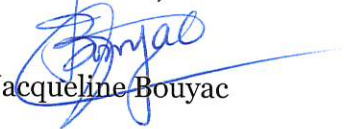
le secrétaire de séance,

François Ille



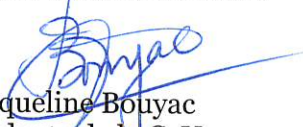
la Présidente,

Jacqueline Bouyac



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr